

7. Lutte armée dans l'ouest et répression allemande

Une certaine insécurité se développe dans l'ouest du département depuis plusieurs mois. En décembre 1943, le sous-préfet de Guingamp recense 18 opérations avant Noël dont 13 attaques de fermes (région de Glomel) (215 000 F), 1 mairie et 2 pylônes sabotés à Trébrivan ainsi qu'une exécution sommaire. Dans la région de Saint-Nicolas-du-Pélem, Corlay, Callac, c'est le **groupe FTP de Georges Ollitrault-Jojo**, résistant depuis 1940-1941 (18 juin à Saint-Brieuc), qui est le plus actif. Commenant par des actions isolées (sabotages, incendie, vol de fusils), le jeune homme intrépide sera une sorte de héros légendaire à la Libération.

Servi comme il le dit par sa baraka, arrêté à plusieurs reprises, *Jojo* parvint toujours à s'évader. A 17 ans, il tente avec 2 jeunes loudéaciens de gagner l'Angleterre en avril 1943 par l'Espagne. Livré par les Espagnols à la Gestapo, il simule une crise d'appendicite, se fait opérer et s'évade de Compiègne le 8 août. De retour dans les Côtes-du-Nord, il forme au début 1944 un petit maquis sur les Cimes de Kerchouan en Saint-Bihy. Flambart l'intercepte à Saint-Caradec le 20 février 1944 avec 5 hommes. Jojo, blessé aux mains, est transféré à l'hôpital de Saint-Brieuc d'où il s'évade le 3 mars. En mai, il prend la tête des **maquis Tito** composés de plusieurs petits groupes très mobiles de Maël-Pestivien (chef : *Etienne*) et de Saint-Nicolas-du-Pélem (chef : Noël Cozic), une soixantaine d'hommes au total. A la mi-avril, ils ont tenté de tuer Flambart, condamné par la radio de Londres. Réfugié à la gendarmerie de Callac, il sera secouru par les Allemands. Le 17 avril, *Jojo* et *Etienne* tentent une embuscade à deux motocyclistes allemands à Plougouven (un tué, l'autre meurt de ses blessures) ; 20 personnes sont arrêtées. Le lendemain, des « terroristes » attaquent des Feldgendarmes et des soldats à Kérien (1 blessé) ; une voiture hippomobile à Carnoët (un mort, 2 blessés). Ne tenant pas compte des risques de représailles sur la population civile, **les FTP n'hésitent plus à s'en prendre à des Allemands isolés**. Déjà, dans le Trégor, à Pluzunet le 9 novembre 1943, ils avaient attaqué 2 Feldgendarmes (1 tué) et abattu un soldat à Plestin-les-Grèves le 12. En mai 1944, 13 Allemands sont visés et 32 Français abattus.

Dans ce contexte de guérilla, **les Allemands prennent directement en charge la lutte contre la Résistance aidés par une poignée de miliciens bretons de la Bezen Perrot**, tentant d'infiltrer des agents français dans les maquis. Le 2 avril, un inconnu soupçonné de travailler pour eux est exécuté à **Callac**. 800 Allemands ripostent le 9 avril, la nuit précédant Pâques, en cernant le bourg ; 110 personnes sont arrêtées et internées à Saint-Brieuc, 5 gardées et 28 jeunes expédiés en Allemagne malgré l'intervention du préfet et de l'ancien député de Kérouratz. C'est la **1^{ère} d'une série de rafles de grande ampleur en avril-mai**, à **Plouaret** (23 avril), à **Bourbriac**, et dans la région de **Saint-**

Nicolas-du-Pélem du 16 au 18 mai (plus de 140 arrestations, 19 déportés, 9 fermes incendiées), puis à **Lannion** le 30 mai (9 arrestations). L'occupant répond par la **terreur** aux 5 embuscades commises depuis un mois dont l'une a tué à Maël-Pestivien, le chef du bureau d'embauche allemand.

Au total, dans l'ouest des Côtes-du-Nord, 350 personnes ont été arrêtées en 2 mois ; un convoi de 50 personnes est parti vers la déportation le 22 mai et plusieurs résistants ont été fusillés (Charles Queillé à Lannion le 18, 19 jeunes à Ploufragan le 6 mai, tous du pays bretonnant). La même semaine, 2 Briochins et 2 hommes d'Etables tombent sous les balles allemandes. A cette sinistre liste, il faut ajouter 5 Dinannais fusillés le 21 mai. Avec la complicité d'un gardien, 3 d'entre eux s'étaient introduits le 12 avril dans la prison de Dinan où ils avaient délivré 2 camarades. **Les jeunes FTP, de 18 à 25 ans, paient un lourd tribut à la lutte** car l'occupant tente de détruire les noyaux de résistance avant qu'ils ne soient trop nombreux. Ces diverses rafles obligent ceux qui sont encore légaux à **prendre le maquis** un mois avant le débarquement.

Le Trégor n'est pas en reste. Dans la région de Plufur-Plestin-les-Grèves, des groupes de sabotage agissent. Le petit maquis de Trémel est attaqué en février 1944. Dans la région de Dinan-Plancoët, incendies de meules de paille et un vol de 180 kg d'explosifs aux carrières du Hinglé sont signalés. **Parti de l'ouest, le phénomène résistant s'étend à tout le département en 1944.**

Cheminots (sabotages au dépôt de Saint-Brieuc) **et groupes FTP lancent la « bataille du rail »** (2 à Châtelaudren en octobre et novembre 1943). La **Cie FTP « La Marseillaise »** dirigée par Yves Trédant s'illustre par 24 sabotages de la ligne Paris-Brest (surtout en déboulonnant des rails) du 1^{er} janvier au 9 mai 1944 dans la **région de Trégrom-Plouaret**. Sept membres sont arrêtés lors de la rafle du 22 avril ; **ils seront fusillés avec 13 autres résistants le 6 mai à Ploufragan**. Les rescapés prennent le maquis. Avec la récupération d'explosifs, voies ferrées et ouvrages d'art deviennent les principales cibles des sabotages bien avant le débarquement : 29 sur 46 en février, 42 sur 60 en mai 1944.

Les FTP sont d'autant plus offensifs qu'ils ont obtenu des armes, d'abord par l'intermédiaire de la Résistance du Morbihan, puis ensuite grâce à 2 parachutages directs. Fin février et début mars 1944, des containers tombent du ciel à Plounévez-Quintin et à Maël-Pestivien. Les armes sont réparties entre les diverses régions et cachées en lieu sûr (une chapelle à Gouarec avec l'accord du curé). Le sous-préfet de Guingamp qui a eu vent de ces **parachutages** fait état de « 2 000 mitraillettes » (?) qui ont permis d'armer une « majorité de FTP et de sympathisants communistes ».

Le recrutement de jeunes gens impatients d'agir et l'arrivée des armes se traduisent de manière spectaculaire. Selon le préfet, il y aurait eu **350 attentats en mars-avril 1944** dont 117 attaques de fermes en avril-mai. En réalité pour le seul mois de mai, c'est de 60 sabotages et 303 attentats qu'il s'agit (voir le tableau V). Les employés sont la plupart du temps de connivence avec leurs « agresseurs » car ils savent qu'il s'agit de **ravitailier les réfractaires au STO et les maquis** passés de 5 en février à 10 en mai. Le 1^{er} mai 1944, des jeunes dont quelques uns en armes défilent en chantant la Marseillaise à Canihuel (150 ?), Bégard (15), Saint-Nicolas-du-Pélem (50 selon les gendarmes, 1 000 selon les rumeurs). **Un contre-pouvoir résistant s'affirme dans cette région** à la barbe de l'occupant alors que les gendarmes ne répondent plus ou avec retard. Les derniers remparts du pouvoir vichyssois sont en train de s'effondrer. Mais quelques uns font encore du zèle.

Ainsi le 21 février, le chef FTP Jean Le Jeune-*Emile* tombe nez à nez avec 4 gendarmes français à Lanvellec alors qu'il transporte des armes venant du Morbihan sur son vélo (1 mitraillette, 5 pistolets, 5 grenades). Leur annonçant son action, il est arrêté, se dégage mais est blessé d'une balle dans la poitrine en tentant de s'enfuir. Le 9 mars 1944, le groupe de Noël Cozic de Saint-Nicolas-du-Pélem « l'enlève » à l'hôpital de Lannion avant son transfert. Responsable aux effectifs, **Jean Le Jeune devient le chef de l'état-major départemental FTP en juin 1944**. A l'aube du 8 mai, avec 7 hommes et 3 voitures, *Jojo* Ollitault neutralise les gardiens de la prison de Lannion et libère 7 détenus. Mais d'autres résistants arrêtés ont moins de chance (groupes de Châtelaudren, Pontrieux, Quintin...).

Parallèlement, l'épuration extra-judiciaire s'accélère : de 9 exécutions au 31 mars, on atteint 46 le 6 juin (18,9 % du total, 21 en mai) dont 16 femmes (34,8 %) contre 50 au 1^{er} juin dans le Morbihan. A quelques exceptions près (un militant du PNB à Plessala, un adhérent du RNP près de Dinan), **cette épuration touche surtout l'ouest, dans les zones de résistance**. Elle frappe des délateurs présumés mais aussi des paysans soupçonnés de s'être enrichis grâce au marché noir, avec de **sanglants dérapages** (un cultivateur de Trébeurden et ses 2 filles le 8 mai ; un couple et leur fille à Plouasne le 5 mai pour avoir dénoncé leurs agresseurs un mois plus tôt). La délation et la collaboration économique sont durement sanctionnées. En mai, à Glomel, deux frères, la charcutière et le très maréchaliste maire et conseiller départemental Le Croizer périssent. Le 22 mai, ce dernier aurait « préféré mourir plutôt que de verser de l'argent à 2 inconnus qui ont reçu l'ordre de le tuer » selon la gendarmerie. **Mais pendant cette période, les personnes abattues sont en général fort compromises**, tel cet individu enlevé le 28 avril à Guingamp et qui aurait avoué 80 dénonciations. Son cadavre est retrouvé avec l'inscription : « Avis aux agents de la Gestapo. Exécuté après aveu devant témoins par

des patriotes ». La justice du maquis fonctionne comme à Squiffiec. Le chef **Désiré Camus** fait passer par les armes un milicien Franciste qui a participé à plusieurs rafles. Arrêté alors qu'il tentait d'infiltrer le maquis en formation, il est condamné à mort pour délation et un assassinat. On envoie quérir un prêtre pour qu'il se confesse avant de mourir (5).

Moins spectaculaires mais tout aussi dangereuses, **d'autres formes de Résistance s'intensifient en 1943-1944.**

Christian Bougeard, *Le Choc de la guerre dans les Côtes-du-Nord 1939-1945*, Ed. Gisserot, 1995, p. 99-102.

(5) Désiré Camus, *On nous appelait Terroristes*, Récit, éd. Skol Vreizh, Morlaix, 1994.